



Genre et développement

Comment et pourquoi cette question doit nous interpeler

Projet Far'In

Les mères prennent les choses en main

Soutien aux PME malgaches

Des productrices et producteurs de curcuma développent leurs marchés

Dégustation de farine infantile pour lutter contre la malnutrition dans le cadre du projet Far'In à Madagascar. (photo : Jennifer Marchand)



Pour que la cause devienne la norme

Dans la société où j'ai grandi, il existe un organisme gouvernemental qui se nomme le Conseil du statut de la femme (CSF). Ce dernier conseille le gouvernement et informe la population sur toute question en lien avec l'égalité entre les femmes et les hommes, dans un objectif de justice sociale. Il a aussi pour but d'informer et de sensibiliser les gens sur toute question en ces matières. Qui plus est, ce Conseil existe depuis 50 ans.

Utopique me direz-vous, sûrement ! Pourtant, c'est le résultat de nombreuses années de combat et de revendications de femmes qui voulaient faire changer les choses et qui se battaient, à poings levés, pour la justice et l'égalité des genres. Pendant des années, et malgré le rejet incessant de leurs revendications, ces femmes ont cru qu'avec le temps et la persévérance les choses pourraient changer. Et l'histoire leur a donné raison !

En tant que femme de mon époque, je suis consciente de ma chance. J'ai grandi dans un autre pays, là où la femme peut rêver à une évolution de carrière au même titre que l'homme et où il est tout à fait normal que le père puisse rester à la maison pour élever les enfants car la femme travaille. Dans mon esprit, je dois parfois me faire violence pour revenir sur mon éducation, dans une société que l'on considère parfois comme matriarcale, pour accepter que cela n'est pas la norme et que pour bien des endroits, le combat ne fait que commencer.

Il va de soi que les sociétés ne sont pas toutes égales face à la question de genre et les facteurs diffèrent selon le contexte socio-économique. Cependant, ne rien faire c'est accepter et pour toutes les sociétés souhaitant améliorer la condition de la femme, des changements de mentalités et de comportements sont nécessaires. Rien n'est parfait, mais à force de dialogue et de volonté, les changements peuvent se produire. La route peut être longue vers une considération et un traitement hommes-femmes plus juste, mais la finalité peut créer des sociétés plus prospères et épanouies.

Peut-être ne serons-nous jamais totalement égaux face à la question du genre, mais comme il est relaté dans cette édition du Déclik, la participation des femmes au développement social et économique est de plus en plus présente dans les réflexions et l'on peut sentir le vent du changement souffler sur notre monde. Pour que la cause du féminisme devienne la norme d'une société, nous devons continuer, hommes et femmes à lutter contre les inégalités pour que chaque personne, peu importe son statut, puisse bénéficier du même traitement et du respect que mérite chaque être humain, homme ou femme.



Jennifer Marchand

Impressum

Le journal Déclik paraît 4 fois par année en français et allemand.

Tirage septembre 2022 : 3000 exemplaires français, 500 exemplaires allemands (Impuls).

Imprimé sur papier recyclé certifié « Blue Angel »

Prix indicatif de l'abonnement annuel : CHF 10.-

Editeur : CEAS

Rue des Beaux-Arts 21, CH-2000 Neuchâtel

T. +41(0)32 725 08 36,

Rédacteur responsable :

Patrick Kohler (responsable) et Jennifer Marchand

Impression : Onlineprinters

Graphisme et mise en page : Christian Schoch,

Cernier, www.atelierlameule.ch

Traduction : Anna-Lena Burkhalter

ClimatePartner
climatiquement neutre

Le genre en quatre questions à Madeleine Wayack Pambè

La question du genre préoccupe les ONG et autres acteurs.trices de la coopération internationale depuis des décennies. Pourquoi cette question est-elle si centrale ?

L'inégalité entre les sexes constitue un obstacle majeur au développement, d'où sa centralité dans la coopération internationale. En soulignant le rôle des rapports sociaux de sexe dans le processus de développement à tous les niveaux, les travaux sur le genre ont montré qu'il ne se fait pas sur ou pour les femmes, mais avec elles.

Dans certaines cultures, le rapport de domination des hommes sur les femmes est profondément ancré dans la tradition et même accepté aussi par de nombreuses femmes. Comment, dans ces conditions, concilier objectifs de développement et respect des mœurs locales ?

La domination masculine est présente dans toutes les sociétés et n'est pas liée à une culture particulière. Seuls varient ses modes d'expressions selon les époques, les espaces géographiques, l'état des avancements sociétaux, politiques et juridiques en matière de droits des individus. Des approches participatives centrées sur les normes sociales en œuvre dans les communautés et favorables à la participation des femmes au développement permettent de concilier les objectifs de développement et le respect des situations locales.

Comme ce fut le cas en Suisse lorsqu'il s'est agi d'accorder le droit de vote aux femmes, certains responsables religieux invoquent parfois « l'ordre divin » qui confère à la femme une place inférieure dans la société.

La difficulté de plaider l'égalité entre les hommes et les femmes dans un contexte où le poids du religieux est fort se pose pour toutes et tous: ONG étrangères, femmes et organisations de la société civile locales. L'argumentaire religieux qui se confond souvent avec celui de la culture est une stratégie de préservation des positions de pouvoir et des privilèges masculins et de la domination des femmes. La variation des prescriptions religieuses dans le temps et l'espace

confirme cette instrumentalisation de la religion à des fins idéologiques et politiques pour le maintien de ces situations d'injustice sociale.

Dans certains cas, c'est la force physique des femmes qui est évoquée pour les cantonner à certaines tâches, c'est notamment le cas dans la gestion des déchets.

Un des aspects de la division sexuée du travail est la non-reconnaissance et la minoration de l'apport des activités et travaux assignés au pôle féminin. La force physique est un prétexte souvent avancé pour justifier le refus d'inclure les femmes dans des métiers construits autour d'une identité de genre masculin, quand bien même l'observation de la réalité sociale et du monde du travail invalide cet argument. Partout dans le monde, les femmes exécutent des travaux physiquement exigeants comme la corvée d'eau quand il n'y a aucune source d'eau potable à domicile, la coupe du bois de chauffe, l'agriculture ou l'élevage. La mobilisation de la force physique pour l'exécution de ces travaux est ignorée ou volontairement sous-estimée. Évoquer la force physique est donc un argument fallacieux pour tenir les femmes éloignées de secteurs d'activité moins précaires, et mieux les assigner à ceux comme celui de la gestion des déchets qui correspondent aux stéréotypes sexistes de la division sexuée du travail.



Madeleine Wayack Pambè : Maîtresse de conférences en démographie à l'Institut supérieur des sciences de la population (ISSP) de l'Université Joseph KI-ZERBO à Ouagadougou et enseignante au CAS-DAS en Genre et Développement et Development Policies and Practices (DPP) à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève. Ses recherches couvrent un large éventail de sujets liés aux évolutions démographiques et sociales en cours dans les sociétés africaines, avec pour fil conducteur leur questionnement et analyse sous l'angle des inégalités et de genre. Elle s'intéresse particulièrement à comprendre les interrelations entre ces transformations, l'éducation et la violence basée sur le genre. Elle interroge également les enjeux méthodologiques et éthiques liés à la recherche dans ses contextes de travail.



Mères de familles, travailleuses, responsables des tâches ménagères, les femmes cumulent souvent beaucoup de responsabilités. (photo : Patrick Kohler)

Comprendre les inégalités, selon leur contexte

Durant un an, Janna Ottiger, jeune diplômée en anthropologie, s'est penchée sur les actions du CEAS au Sénégal. Son objectif: déterminer l'influence de nos projets sur les inégalités entre hommes et femmes. De retour en Suisse, elle revient sur cette expérience qui doit nous permettre de mieux appréhender cette thématique dans le futur.

Lorsque Janna Ottiger a postulé à un stage au sein du CEAS, elle pouvait déjà se targuer d'une formation académique intimement liée aux questions de genre ainsi que d'une expérience de terrain en Amérique latine et en Asie. Pour le CEAS, son dossier tombait à point nommé. Nous cherchions en effet depuis quelques temps à mieux comprendre comment les inégalités entre homme et femmes influencent l'impact de nos projets au Sénégal. Il s'agissait également de s'interroger sur la façon dont ces mêmes projets atténuent ou, au contraire, exacerbent ces inégalités sans que nous n'en soyons conscients.

De retour après une année d'entretiens, d'analyses et d'échanges, elle a partagé ses conclusions avec l'équipe du CEAS mais également au-delà lors d'un webinaire organisé par la Fédération genevoise de coopération (FGC).

«C'était la première fois que je posais le pied au Sénégal et très franchement, je ne savais pas trop à quoi m'attendre», confie la jeune femme âgée aujourd'hui de 26 ans. «Dès le mois de décembre, j'ai séjourné dans la commune de Ndande, là où le CEAS a soutenu la mise en place d'un service de collecte et de tri des déchets. Ce fut l'occasion de découvrir la vie des employé.e.s qui travaillent sur la collecte et le tri des déchets.»

Qu'avez-vous constaté ?

«En fait, la société sénégalaise en général est organisée selon des rôles très distincts: les hommes doivent travailler pour subvenir aux besoins du ménage et les femmes s'occupent de la famille et de toutes les tâches domestiques. Cette séparation des tâches se transpose dans la vie professionnelle, avec des tâches dévolues presque

exclusivement aux femmes et d'autres aux hommes. Par exemple, les collecteurs des déchets sont uniquement des hommes et les trieuses des femmes.»

Comment ces différences sont-elles perçues ?

«Pas forcément négativement. On m'a souvent répondu que c'est Dieu qui le

Quelles recommandations avez-vous faites au CEAS ?

«Il faut avant tout trouver sa ligne de conduite dans un environnement sensible: promouvoir davantage d'égalité sans s'opposer directement à la tradition. Il faut aussi décider, en amont de chaque projet, si les questions de genre font partie intégrante des objectifs. Si



Janna Ottiger a mené plus d'une cinquantaine d'entretiens pour mieux cerner les inégalités de genre au Sénégal. (photo : Janna Ottiger)

veut puisque c'est comme ça. Ce n'est pas du fatalisme, c'est plutôt une façon de voir les choses, «ce ne sont pas des inégalités puisque c'est Dieu qui en a décidé ainsi». En revanche, les jeunes femmes sont de plus en plus nombreuses à travailler et à revendiquer l'égalité, notamment en ville, mais l'égalité qu'elles revendiquent n'est pas forcément comparable à ce que l'on comprend par cette notion en Europe.»

«A Ndande, les trieuses sont reconnaissantes de pouvoir travailler dans un secteur formel qui est plus sûr que le secteur informel. Personne n'a décrit des inégalités qu'elles considéraient comme dérangeantes mais il est clair que la division du travail entre hommes et femmes a tendance à perpétuer les relations de pouvoir.»

c'est le cas, il faut être clair sur notre intention.: une simple prise en considération ou une véritable volonté d'influer significativement sur la question.»

Et à titre personnel, que retirez-vous de cette expérience ?

L'humilité d'abord: j'ai appris à accepter que parfois, on ne peut pas tout comprendre, notamment les façons de penser. J'ai aujourd'hui un regard différent sur ce qui est une inégalité, ce qu'est une injustice et j'ai accepté que ces mots peuvent avoir des définitions très différentes selon les personnes et les sociétés.»

La saison du curcuma a débuté à Madagascar

Le programme d'appui aux productrices et producteurs agricoles à Madagascar donne ses premiers fruits. A l'image de la coopérative KTMA qui a produit plus de 150 tonnes de curcuma en 2021, d'autres familles paysannes doivent être soutenues grâce à votre aide.

CASEF, le CEAS a soutenu ses productrices et producteurs dans la formalisation d'une coopérative agricole appelée KTMA. Les 28 hommes et 40 femmes qui la constituent ont ensuite suivi plusieurs formations, notamment sur la constitution de pépinières et la plantation de cur-

Un soutien élargi aux coopératives agricoles malgaches

Dans sa nouvelle phase, le programme de valorisation des produits agricoles du CEAS soutient des petites entreprises qui cherchent à améliorer la qualité de leur



Les productrices et producteurs partenaires du CEAS améliorent leur condition grâce à des pratiques respectueuses de l'environnement.

D'août à octobre, c'est la saison du curcuma dans la région de Brickaville à Madagascar. Cette plante herbacée est surtout connue pour sa racine utilisée en cuisine comme en pharmacopée. Séchée et broyée, elle donne à la poudre de curry sa couleur jaune vif. Utilisée en médecine ayurvédique, elle a des propriétés analgésiques, antibactériennes et anti-inflammatoires reconnues également en occident.

Dans la commune d'Anivorano Est, une association cultivait depuis longtemps cette plante mais peinait à en tirer des revenus décents. En collaboration avec un projet de la Banque Mondiale dénommé

cuma bien sûr, mais aussi de gingembre, de grenadilles ou de canneliers.

En parallèle, nous avons installé ensemble des équipements de séchage adaptés à leurs besoins. Enfin, après des mois de travail, une certification bio est venue couronner les efforts des productrices et producteurs dans l'exploitation raisonnée de leurs parcelles.

Résultat, la saison 2021 s'est soldée par la vente de 150 tonnes de curcuma et la saison 2022 s'annonce sous les meilleurs auspices.

travail et à s'inscrire dans des filières de production durable. Jusqu'à mi 2023, 23 unités de séchage artisanal, soit un millier de personnes doivent être soutenues dans des filières aussi variées que le litchi, la cannelle, le gingembre, ou, comme ce fut le cas à Brickaville, le curcuma.

Appel aux dons



Avec 39.- francs par exemple, vous permettez au CEAS de former des paysannes malgaches à la conservation de leurs fruits, légumes et épices grâce au séchage. Merci du fond du cœur pour votre soutien ! Patrick Kohler, Co-directeur

Des mères engagées pour la vie

Elles vous accueilleront avec le sourire les femmes de la communauté d'Antanambao à Madagascar. Elles sont fières du chemin parcouru depuis leur adhésion au programme Far'In l'an dernier. Femmes, mères ou grand-mères, elles sont toutes inspirées par la même volonté de vaincre la pauvreté de leur village et d'améliorer la santé de leurs enfants. Ce petit groupe de femmes a travaillé main dans la main avec le projet et prouve ainsi que la volonté d'une communauté peut faire changer les choses.

Dans ce petit village rural sans électricité, on y retrouve un centre communautaire où les bébés peuvent être pesés et mesurés tous les mercredis. Ce centre permet ainsi de suivre de près les enfants en situation de malnutrition et de réagir rapidement. Madame Lalaina Gabrielle Rasoamiary est agente communautaire au sein de ce site ainsi qu'agricultrice et leader de groupe AVEC dans le cadre du projet Far'In. Pour Madame Rasoamiary, son implication est importante pour aider sa communauté. «J'ai connu le projet Far'In grâce au centre communautaire et je m'implique



Les membres du regroupement du projet Far'In de la communauté d'Antanambao dans l'Est de Madagascar.

de Bongolava possède des terres agricoles riches en culture. Il n'en fallait donc pas plus pour que le CEAS et ACF développent un projet basé sur l'éducation aux bonnes pratiques agricoles et alimentaires, la gestion des cultures ainsi que la valorisation et la conservation des aliments. Un volet tou-

leur fournir un kit de machines destinées à la transformation des aliments. Un programme de crédit permet à ces regroupements de jeunes mères de gérer de façon autonome leurs finances et de développer des activités génératrices de revenus.



Lalaina Gabrielle Rasoamiary et sa fille Brenda ainsi que Zoé Faraso Rasonampiana sont agricultrices et mères leader. (photos : Jennifer Marchand)

maintenant dans la conception des Far'In infantiles pour améliorer la nutrition des enfants.»

Ce programme, soutenu par le CEAS et Action Contre la Faim (ACF), a pour objectif de diminuer les graves problèmes de nutrition qui touchent plus de la moitié des enfants de cette région. Constat préoccupant, malgré les problèmes de sous-alimentation des enfants, la région

chant la gestion et l'autonomie financière est aussi venu s'ajouter au programme. Les principales bénéficiaires du projet Far'In sont les femmes et les jeunes mères de 26 villages dans la région Bongolava. Ces mères désirent par-dessus tout lutter contre la malnutrition qui sévit dans leur région. Le projet Far'In leur propose ainsi de les informer sur les enjeux nutritionnels des enfants, de leur apprendre les bonnes pratiques en gestion des cultures et de

La réussite du projet Far'In repose sur la participation active des femmes mais aussi sur l'attitude et l'ouverture des hommes quant à l'autonomie et l'émancipation de leurs femmes. Les communautés exemplaires telles qu'Antanambao peuvent croire au projet Far'In, là où la communauté, et les hommes en particulier, acceptent que les femmes puissent réfléchir et s'investir dans des solutions pour leurs familles. Cependant, pour certaines communautés,



Présentation des machines destinées à la transformation des aliments lors de la Foire régionale de Bongolava.

il est difficile de convaincre les hommes d'accorder plus de place et de crédit aux femmes. Pour Tamara Manohy Joshela, socio-organisatrice du projet Far'In pour le CEAS, un énorme travail de sensibilisation doit être mené auprès des hommes du village pour les impliquer directement dans le projet. «Si les maris n'acceptent pas de laisser leurs femmes sortir de la maison et tant que l'autorité du mari sera un élément paralysant dans certaines communautés, les jeunes mères ne pourront oser adhérer au projet.» C'est pourquoi l'implication des mères leaders est essentielle pour aider et convaincre les autres femmes. Pour augmenter le nombre de communes qui adhèrent au programme, un travail doit donc être fait auprès des hommes pour les sensibiliser à l'importance et au rôle essentiel que doivent jouer les femmes et les jeunes mères pour l'avenir de leurs enfants.

Dans la communauté d'Antanambao, la question ne se pose pas. Le groupe compte même parmi ces rangs un homme dans une équipe essentiellement féminine. Ce dernier est heureux de participer au développement de sa communauté et apporte un soutien inestimable pour le programme. Parmi les activités génératrices de revenus initiées par les femmes du village, l'ouverture d'une petite échoppe en bord de route permet de vendre certains produits issus de leur culture et ainsi augmenter leurs revenus. Les bénéficiaires du projet ont aussi organisé, de façon autonome, une kermesse en mai dernier dans le but de récolter des fonds pour la construction d'un nouveau local de stockage pour leurs machines qui vont servir à la transformation des produits agricoles dans un but de conservation et de valorisation des

récoltes mais aussi d'amélioration des pratiques alimentaires des enfants comme la production de farines infantiles.

Au cours des derniers mois, le groupe de la communauté d'Antanambao a aussi présenté le projet Far'In lors d'une foire régionale à Bongolava. Madame Zoé Faraso Rasonampiana, agricultrice et membre du groupe AVEC était présente deux jours pour expliquer avec fierté le fonctionnement des machines utilisées par leur communauté pour la transformation des aliments. Les différentes farines développées avec des produits de leur région et celles destinées aux nourrissons étaient aussi présentées à un public très intéressé par le concept.

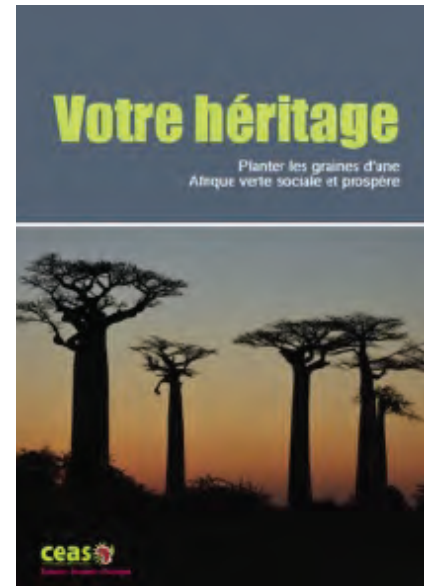
La communauté d'Antanambao est un modèle de participation et de prise en mains du projet par les bénéficiaires, mais elle n'est pas la seule. De nombreuses autres femmes de la région ont décidé de lutter contre le fléau de la malnutrition en se donnant les outils et les moyens d'y parvenir et en incitant les femmes des autres communautés environnantes. Le projet Far'In du CEAS et d'ACF désire donc étendre la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles à travers d'autres communautés de la région Bongolava. En suivant l'exemple des femmes d'Antanambao, il est à croire que le programme pourra atteindre son but ultime qui est de diminuer le taux de malnutrition des enfants de la région et offrir de nouvelles habitudes alimentaires qui se transmettront aux générations futures.

Jennifer Marchand



La production de farines infantiles permet aux jeunes mères d'offrir une alimentation équilibrée à leurs enfants.

Votre succession, le CEAS à vos côtés si vous le souhaitez



Rédiger un testament est le meilleur moyen d'avoir la certitude que votre succession sera bien attribuée aux personnes et aux institutions qui comptent à vos yeux. Cela vous permet en outre de prévenir tous désaccords entre héritiers en clarifiant la répartition des biens, comme par exemple dans les situations de familles recomposées.

Par ailleurs, en inscrivant le CEAS ou toute autre œuvre d'utilité publique dans votre testament, vous continuez à défendre les valeurs et les convictions qui vous tiennent à cœur après votre décès. Votre aide financière accordée sous forme de succession ou de legs portera ses fruits longtemps après votre disparition.

Parce qu'il est difficile de savoir comment s'y prendre, nous avons rédigé une brochure qui vous permettra, si le moment vous paraît opportun, de vous pencher sur cette question. Nous vous recommandons également la plateforme suisse www.deinadieu.ch, véritable mine d'informations sur tous les thèmes liés à la fin de vie.



Clin d'oeil

L'histoire inspirante des femmes de la savonnerie Yam Leendé

Depuis 35 ans, l'unité Yam Leendé au Nord du Burkina Faso a permis à plus de 2000 femmes de se former sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène et de prévention des maladies infantiles. Grâce à la savonnerie du même nom, créée en 1986, ce sont, aujourd'hui, près de 30 femmes qui confectionnent des savons de qualité au beurre de karité en utilisant que de la matière première naturelle.

Dans cette petite entreprise gérée de façon autonome par des femmes, les employées bénéficient d'un travail digne et d'un revenu. Pour Madame Geneviève Soubéiga, présidente de la savonnerie, il est essentiel de reconnaître l'engagement et le travail de ces femmes. « Nous transformons les savons et c'est à partir de ces savons

qu'on se rémunère et que nous sommes devenues autonomes. Ce n'est pas seulement les 27 femmes de la savonnerie qui en bénéficient puisque nous achetons aussi toutes les matières premières auprès d'une centaine de femmes. »

Malgré l'insécurité et l'isolement lié aux crises politiques et au climat du pays, les femmes de la savonnerie n'ont jamais baissé les bras. Elles ont surmonté les nombreux défis pour continuer, encore aujourd'hui, de produire des savons de qualité disponibles dans le shop équitable et qui leur permettent d'obtenir un salaire supplémentaire pour subvenir aux besoins de leur famille.



La fabrication des savons permet aux femmes de subvenir à leurs besoins et d'envoyer leurs enfants à l'école.

La boutique

Veuillez me faire parvenir les produits suivants contre facture :	Prix (CHF)	Quantité	Total
Savons naturels au karité de l'Association de femmes Yam Leendé :			
Balanites/dattier du désert	5.00	_____	_____
Citronnelle	5.00	_____	_____
Neem	5.00	_____	_____
Argile rouge	5.00	_____	_____
Henné et Miel	5.00	_____	_____
Moringa	5.00	_____	_____
Savon boule au karité - citronnelle	5.00	_____	_____
Epices de Madagascar :			
Moringa en poudre 45g	13.00	_____	_____
Baies roses 25g	7.20	_____	_____
Cannelle en poudre 45g	6.10	_____	_____
Combava en poudre 45g	7.90	_____	_____
Curcuma en poudre 45g	7.00	_____	_____
Gingembre en poudre 45g	7.70	_____	_____
Poivre noir en grains 50g	7.20	_____	_____
Poivre sauvage en grains 50g	8.80	_____	_____
Frais de livraison	9.00		9.00
	TOTAL		_____



Commandez directement et rapidement via notre boutique en ligne www.leshop-equitable.ch ou contactez nous par e-mail : boutique@ceas.ch ou par téléphone au 032 725 08 36

Mme M

Nom, Prénom: _____

Adresse: _____

NPA, Ville: _____

E-mail: _____

Tél.: _____

Date: _____

Signature: _____

www.leshop-equitable.ch



Centre Ecologique Albert Schweitzer
Rue des Beaux-Arts 21
CH-2000 Neuchâtel, Suisse

info@ceas.ch
www.facebook.com/ceas.ch
www.ceas.ch

T. +41 (0)32 725 08 36

CCP : 20-888-7
BCN : IBAN CH70 0076 6000 1031 4076 4